

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/46816]

19 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant reconnaissance des titres de compétence pour l'accès aux emplois de la fonction publique des Services du Gouvernement de la Communauté française et des Organismes relevant du Comité de Secteur XVII

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu le décret spécial du 7 février 2019 portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française, l'article 32 ;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, l'article 45, alinéa 2, remplacé par l'article 9 du décret du 27 février 2003 ;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.", l'article 24, § 2, modifié par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, l'article 24 ;

Vu le décret du 25 octobre 2018 relatif à l'Entreprise publique des Technologies Numériques de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), l'article 7 ;

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, l'article 9.1.3-1, §3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII ;

Vu le « test genre » du 7 février 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 mars 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 mars 2023 ;

Vu l'avis du Comité de direction de l'Entreprise des technologies Numériques de l'Information et de la Communication, donné le 20 mars 2023 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue, donné le 21 mars 2023 ;

Vu l'avis du Conseil de Wallonie Bruxelles Enseignement, donné le 23 mars 2023 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 27 mars 2023 ;

Vu l'avis du Comité de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 3 avril 2023 ;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, donné le 3 avril 2023 ;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, réputé favorable en application de l'article 4, alinéa 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

Vu le protocole n° 578 du Comité de secteur XVII, conclu le 13 juillet 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 24 août 2023, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, les mots « porteur d'un diplôme ou certificat d'études » sont remplacés par les mots « porteur d'un diplôme, certificat d'études ou titre de compétence ».

Art. 2. L'annexe IV du même arrêté est modifiée comme suit :

1° sous le Chapitre Ier, les mots « diplômes et certificats » sont remplacés par les mots « diplômes, certificats et titres de compétence » ;

2° au niveau 1, après le 4), il est ajouté ce qui suit :

« 5) Les certifications professionnelles délivrées par les opérateurs publics belges de formation ou de validation des compétences qui sont positionnées dans leur intégralité au niveau 7 au moins du cadre des certifications institué par les autorités compétences en exécution de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, ou avec les recommandations postérieures qui la remplacent. » ;

3° au niveau 2+, après le 8), il est ajouté ce qui suit :

« 9) Les certifications professionnelles délivrées par les opérateurs publics belges de formation ou de validation des compétences qui sont positionnées dans leur intégralité au niveau 5 au moins du cadre des certifications institué par les autorités compétences en exécution de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, ou avec les recommandations postérieures qui la remplacent.

Tant qu'ils ne sont pas positionnés dans le cadre des certifications, sont assimilés à des certifications professionnelles positionnées dans leur intégralité au niveau 5 au moins :

a) le diplôme obtenu dans la filière de coordination et d'encadrement visée dans le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance pour les indépendants et petites et moyennes entreprises, à la condition que le certificat d'enseignement secondaire supérieur ait été exigé pour l'inscription à la formation ;

b) le diplôme de chef d'entreprise délivré en application de l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, à la condition que le certificat d'enseignement secondaire supérieur ait été exigé pour l'inscription à la formation.

10) Le Brevet de l'Enseignement supérieur de l'enseignement supérieur de type court tel que visé à l'article 15, §1er, 12°, et à l'article 69, §2, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. » ;

4° au niveau 2, après le 6), il est ajouté ce qui suit :

« 7) Les certifications professionnelles délivrées par les opérateurs publics belges de formation ou de validation des compétences qui sont positionnées dans leur intégralité au niveau 3 au moins du cadre des certifications institué par les autorités compétentes en exécution de la recommandation du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2008 établissant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, ou avec les recommandations postérieures qui la remplacent.

Tant qu'ils ne sont pas positionnés dans le cadre des certifications, sont assimilés à des certifications professionnelles positionnées dans leur intégralité au niveau 3 au moins du cadre des certifications les certificats d'apprentissage délivrés en application de l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne.

Tant qu'ils ne sont pas positionnés dans le cadre des certifications, sont assimilés à des certifications professionnelles positionnées dans leur intégralité au niveau 3 au moins du cadre des certifications :

a) le diplôme obtenu dans la filière de coordination et d'encadrement visée dans le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance pour les indépendants et petites et moyennes entreprises, si le certificat d'enseignement secondaire supérieur n'est pas exigé pour l'inscription à la formation ;

b) le diplôme de chef d'entreprise délivré en application de l'accord de coopération relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, si le certificat d'enseignement secondaire supérieur n'est pas exigé pour l'inscription à la formation. ».

Art. 3. A l'article 4, §1er, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et de organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, les mots « porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'étude » sont remplacés par les mots « porteur d'un diplôme, d'un certificat d'études ou d'un titre de compétence »

Art. 4. Le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 19 octobre 2023.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur
Wallonie Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/46816]

19 OKTOBER 2023. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot erkenning van de bekwaamheidsbewijzen voor de toegang tot de betrekkingen van het openbaar ambt in de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en in de Instellingen die ressorteren onder het Comité van Sector XVII

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het bijzonder decreet van 7 februari 2019 tot oprichting van de overheidsinstelling belast met het ambt van inrichtende macht voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, artikel 32;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, artikel 45, tweede lid, vervangen bij artikel 9 van het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van het "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "O.N.E.", artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 26 maart 2009 ;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, artikel 24;

Gelet op het decreet van 25 oktober 2018 betreffende het “Entreprise publique des Technologies Numériques de l’Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC)”, artikel 7;

Gelet op het decreet van 4 februari 2021 betreffende audiovisuele mediadiensten en video-delende diensten, artikel 9.1.3-1, §3;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de arbeidsvoorwaarden en de administratieve en financiële situatie van de contractuele personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die ressorteren onder het Comité van Sector XVII;

Gelet op de “gendertest” van 7 februari 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 2 maart 2023;

Gelet op de instemming van de minister van Begroting, gegeven op 16 maart 2023;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het “Entreprise des technologies Numériques de l’Information et de la Communication” van 20 maart 2023;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van het “Institut interréseaux de la Formation professionnelle continue” van 21 maart 2023;

Gelet op het advies van de Raad van “Wallonie Bruxelles Enseignement” van 23 maart 2023;

Gelet op het advies van de Directieraad van het “Office de la Naissance et de l’Enfance” van 27 maart 2023;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap van 3 april 2023;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Academie voor Hoger Onderwijs en Onderzoek, uitgebracht op 3 april 2023;

Gelet op het gunstig geacht advies van de Directieraad van Bestuur van de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector, uitgebracht met toepassing van artikel 4, lid 2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op Protocol nr. 578 van het Comité van Sector XVII, gesloten op 13 juli 2023;

Gelet op het verzoek om advies binnen 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 24 augustus 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het advies niet binnen deze termijn is meegegeed;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de minister voor Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 16 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 betreffende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden de woorden “houder van een diploma of studiegetuigschrift” vervangen door de woorden “houder van een diploma, studiegetuigschrift of bekwaamheidsbewijs”.

Art. 2. Bijlage IV van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd:

1° in hoofdstuk I worden de woorden “diploma’s en getuigschriften” vervangen door de woorden “diploma’s, getuigschriften en bekwaamheidsbewijzen”;

2° op niveau 1, na 4), wordt het volgende toegevoegd:

“5) Beroepskwalificaties uitgereikt door Belgische publieke opleidings- of vaardigheidsvalideringsoperatoren die in hun geheel gepositioneerd zijn op ten minste niveau 7 van het kwalificatiekader dat door de bevoegde overheden is vastgesteld in uitvoering van de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een levenslang leren, of van latere aanbevelingen die deze aanbeveling vervangen;

3° op niveau 2+, wordt het volgende toegevoegd na 8):

“9) Beroepskwalificaties uitgereikt door Belgische publieke opleidings- of vaardigheidsvalideringsoperatoren die in hun geheel gepositioneerd zijn op ten minste niveau 5 van het kwalificatiekader dat door de bevoegde autoriteiten is vastgesteld in uitvoering van de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een levenslang leren, of van latere aanbevelingen die deze aanbeveling vervangen,

Zolang ze niet gepositioneerd zijn in het kwalificatiekader, worden ze behandeld als beroepskwalificaties die in hun geheel gepositioneerd zijn op ten minste niveau 5:

a) het diploma behaald in de cursus coördinatie en omkadering bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een Waals Instituut voor alternerende opleidingen voor zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen, op voorwaarde dat het diploma hoger secundair onderwijs vereist was om te worden ingeschreven in de cursus;

b) het diploma van bedrijfsleider, uitgereikt met toepassing van het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming voor middelgrote en kleine ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor permanente vorming voor middelgrote en kleine ondernemingen, gesloten op 20 februari 1995 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, op voorwaarde dat het diploma van hoger secundair onderwijs vereist is om te worden ingeschreven voor de opleiding.

10) Het “Brevet de l’Enseignement supérieur de type court” bedoeld in artikel 15, §1, 12°, en artikel 69, §2, van het decreet van 7 november 2013 tot vaststelling van het hoger onderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.”;

4° in niveau 2 wordt het volgende toegevoegd na 6):

“7) Beroepskwalificaties uitgereikt door Belgische publieke opleidings- of vaardigheidsvalideringsoperatoren die in hun geheel gepositioneerd zijn op ten minste niveau 3 van het kwalificatiekader dat door de bevoegde overheden is vastgesteld in uitvoering van de aanbeveling van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2008 tot vaststelling van een Europees kwalificatiekader voor een levenslang leren, of van latere aanbevelingen die deze aanbeveling vervangen.

Voor zover ze niet zijn gepositioneerd in het kwalificatiekader, worden de getuigschriften van het leerlingwezen, afgeleverd in toepassing van het samenwerkingsakkoord betreffende het levenslang leren voor middelgrote ondernemingen en kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor Levenslang Leren voor Middelgrote Ondernemingen en Kleine en Middelgrote Ondernemingen, gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, gelijkgesteld met beroepskwalificaties die in hun geheel gepositioneerd zijn op ten minste niveau 3 van het kwalificatiekader.

Zolang ze niet zijn opgenomen in het kwalificatiekader, worden ze behandeld als beroepskwalificaties die in hun geheel zijn opgenomen op ten minste niveau 3 van het kwalificatiekader:

a) het diploma behaald in de cursus coördinatie en omkadering bedoeld in het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een Waals instituut voor alternerende opleidingen voor zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen, indien het diploma hoger secundair onderwijs niet vereist is om te worden ingeschreven in de cursus;

b) het diploma van bedrijfsleider afgeleverd in toepassing van het samenwerkingsakkoord inzake permanente vorming voor de middenstand en het toezicht op het Instituut voor permanente vorming voor de middenstand en het midden- en kleinbedrijf, gesloten op 20 februari 1995 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, indien het diploma van hoger secundair onderwijs niet vereist is voor de inschrijving voor de opleiding”.

Art. 3. In artikel 4, §1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de arbeidsvoorwaarden en het administratief en geldelijk statuut van de contractuele personeelsleden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de “Conseil supérieur de l’audiovisuel” en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, worden de woorden “houder van een diploma of studiegetuigschrift” vervangen door de woorden “houder van een diploma, studiegetuigschrift of bekwaamheidsbewijs”.

Art. 4. De minister bevoegd voor ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 oktober 2023.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en het Toezicht op
“Wallonie Bruxelles Enseignement”,
F. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/46692]

19 OCTOBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les conditions d’octroi des subventions pour l’achat de matériel sportif

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, tel que modifié par le décret du 1^{er} décembre 2023 modifiant le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, les articles 43/1 à 43/5 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 janvier 2001 fixant les conditions d’octroi des subventions pour l’achat de matériel sportif ;

Vu le test genre du 2 juin 2023 établi en application de l’article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l’intégration de la dimension de genre dans l’ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l’avis de l’Inspection des Finances, donné le 22 juin 2023 ;

Vu l’accord du Ministre du Budget, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l’avis du Conseil supérieur des Sports, donné le 7 juillet 2023 ;

Vu l’avis n^o 74.382/4 du Conseil d’Etat, donné le 4 octobre 2023, en application de l’article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d’Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre des Sports ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Ministre : le membre du Gouvernement de la Communauté française qui a le sport dans ses attributions ;

2^o décret : le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé ;

3^o Administration : l’Administration en charge du sport ;

4^o jour ouvrable : tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

CHAPITRE II. — Dispositions générales

Art. 2. Une fois la limite budgétaire atteinte, tel que décrit à l’article 43/1 du décret, toute procédure de demande d’octroi de subvention est suspendue jusqu’à la disponibilité de nouveaux crédits ou jusqu’à l’année suivante.

CHAPITRE III. — Conditions supplémentaires

Art. 3. Les subventions pour l’achat de matériel sportif sont soumises aux conditions supplémentaires suivantes :

1^o les bénéficiaires repris à l’article 43/2, § 1^{er}, 1^o à 7^o, du décret doivent être reconnus en vertu des articles 21 à 28 du décret ;